

## Bistrot pédagogique du mercredi 9 février 2011

# RÉFLEXIONS AUTOUR DE L'ÉVOLUTION DE LA FORMATION DES ENSEIGNANTS D'EPS

**Bertrand During**

Professeur des universités en STAPS, HDR  
Directeur de l'UFR STAPS de l'Université Paris Descartes

*Note : afin de garder l'aspect vivant de cette intervention, nous en avons conservé le style « parlé ». (R. Nakas et S. Sapin)*

**N**ous avons un vieil ancrage dans la professionnalisation, qui renvoie pour nous à la maîtrise des vécus et des intériorisations de la pratique.

Je vous propose de prendre des exemples dans ce que j'ai pu constater quand je suis arrivé dans les années 1970 à l'ENSEP – qui, hélas, a fermé depuis.

Je suis arrivé en même temps que la dernière promotion des « ENSEPIENS » (1970-73). Bien sûr, il s'agissait dans cette école de former les enseignants d'Éducation Physique (EP). Mais ce qui m'a tout de suite intéressé à cette époque, c'est que tous les métiers de la motricité étaient ouverts aux enseignants d'EP – qui étaient des fonctionnaires Jeunesse et Sport. Certains allaient travailler dans des centres de rééducation physique avec une formation complémentaire, soit en rééducation motrice – très biomécanique –, soit en psychomotricité. D'autres pouvaient envisager de travailler dans le monde sportif, puisqu'évidemment étant fonctionnaire Jeunesse et Sport, le professeur d'EP avait vocation à devenir CTR, en-

traîneur national, etc. D'ailleurs, en 1970, il y avait des sportifs de haut niveau à l'ENSEP ; ils venaient de l'INS (*ndlr : Institut national des sports*) juste à côté. Et puis, à partir du département des activités de pleine nature, il y avait des projets de formation des futurs cadres à intervenir dans les parcs nationaux avec des projets : sport-aventure, sport-pleine nature, etc.

Donc, dans cet ancrage professionnel, il y avait une formation culturelle et scientifique, et déjà une ouverture assez large des débouchés.

À partir de là commence l'*universitarisation*, néologisme affreux et très prononcé quand les premières transformations des IREP en UER-EPS sont un résultat de la transformation de l'Université et de l'intégration des étudiants d'EP dans l'Université. Au départ, ça ne change pas grand-chose, car on va garder assez longtemps l'idée des classes préparatoires, d'un concours d'accès à la formation. Formation qui reste cylindrique, c'est-à-dire qui intègre à peu près l'effectif dont on a besoin à la sortie. Il y a bien sûr des variations avec des années fastes, et des années de

« vache maigre », notamment cette période où une banderole syndicale évoquait zéro poste au CAPEPS – ce qui d'ailleurs n'était pas tout à fait exact.

**« Je crois que l'on peut montrer que longtemps, et encore aujourd'hui, l'EP, parce qu'elle a un ancrage professionnel fort, parce qu'elle vient du primaire et d'un prolongement du primaire, parce qu'elle souhaite former des maîtres au sens des pédagogues, est plus proche du primaire que du secondaire. »**

Alors, comment problématiser cette thématique ?

Si on se tourne vers les sociologues, il y a quelque chose d'intéressant, même si c'est schématique et caricatural, chez Christian Baudelot et Roger Establet. Ils distinguent dans les années 1970 deux grandes logiques. La logique de ce qu'ils appellent la filière primaire professionnelle et la logique secondaire supérieure. Ces deux logiques déclenchent toute une série d'oppositions, telle que l'École du peuple *versus* l'École bourgeoise, l'École des pédagogues *versus* l'École des savants. Je crois que l'on peut montrer que longtemps, et encore aujourd'hui, l'EP, parce qu'elle a un ancrage professionnel fort, parce qu'elle vient du primaire et d'un prolongement du primaire, parce qu'elle souhaite former des maîtres au sens des pédagogues, est plus proche du primaire que du secondaire. Ceci explique que pendant longtemps, son intégration dans le secondaire a posé problème : pour s'y faire admettre, les professeurs d'EP se rendaient conformes à l'idée qu'ils se faisaient d'une discipline éducative, selon les normes du primaire, ce qui les rendait un peu étranges par rapport aux autres collègues. Par exemple dans le lycée traditionnel, je me revendiquais comme pédagogue pour être bien vu. Or, dans le lycée traditionnel, il n'y a pas de pédagogue, il

n'y a que des savants, pour le dire d'une manière imagée et caricaturale. Il y a des enseignants qui se définissent par rapport à leurs compétences dans une discipline établie qui existe à l'Université. Alors, vous demandez à un prof' de maths ce qu'il est, il vous dira : « Je suis matheux », « Et moi, je suis physicien », « Et moi, je suis philosophe », etc. Je pense que ça existe encore dans les salles de profs. Déjà, quand j'étais jeune prof', ça m'énervait. J'ai été à un moment prof' de philo. Quand je rencontrais des collègues qui me disaient : « Bonjour, je suis philosophe ! », je disais : « Je suis prof' de philo. Philosophe..., on verra plus tard ! » Ça m'a toujours fait un choc, et ça engage aussi finalement toute une réflexion sur le rôle qu'entendent jouer les collègues qui se définissent ainsi. Est-ce qu'en classe de philo, on est là pour philosopher devant des élèves admiratifs et un peu largués, ou est-ce qu'on est là pour faire un travail précis en fonction de programmes, de savoirs qu'il faut transmettre, et de compétences qu'il faut faire partager ? Ce sont des questions qui sont encore valides aujourd'hui. Le professeur d'EP n'intéresse pas trop les savants. Il va commencer à les intéresser quand les savants vont être confrontés au collège unique, au collège pour tous et au lycée pour tous, aux problèmes de désintérêt des élèves par rapport à ce qui leur est proposé. Je crois que c'est une balance sur laquelle on peut réfléchir. Par exemple, les difficultés de communication entre l'Université et les IUFM ne trouve-t-elle pas son origine dans ce vieux conflit entre les savants des Universités

**« Le professeur d'EP n'intéresse pas trop les savants.  
Il va commencer à les intéresser quand les savants vont être confrontés au collège unique, au collège pour tous et au lycée pour tous, aux problèmes de désintérêt des élèves par rapport à ce qui leur est proposé. »**

et les pédagogues des IUFM, les IUFM étant marqués par une tradition provenant des Écoles normales d'instituteurs ? Derrière ces affrontements, vous avez aussi des appartenances syndicales, des choix idéologiques... Toute une cascade de déterminismes qui rendent la communication parfois un peu difficile. C'est une piste possible.

Ensuite, il y a tout ce qui touche la réflexion épistémologique sur le contenu des études en STAPS, le problème de la pluridisciplinarité, de l'interdisciplinarité. Avons-nous un fil directeur ? Avons-nous des savoirs originaux qui se justifient à nos propres yeux, mais aussi aux autres membres de l'Université et de la communauté éducative ? Et enfin, pour finir, je souhaitais aussi aborder les questions qui tiennent à l'actualité : *quid* de la mastérisation ? Que se passe-t-il aujourd'hui ? Où en est-on ? Qu'est-ce qui est positif, qu'est-ce qui est inquiétant dans la situation actuelle ?

**« Avons-nous des savoirs originaux qui se justifient à nos propres yeux, mais aussi aux autres membres de l'Université et de la communauté éducative ? »**

#### Questions / Réponses

● ***J'ai une question à propos de la mastérisation. À terme, comment va se passer la relation entre les candidats qui auront un Master, et le conseiller pédagogique qui lui, n'aura pas forcément un Master 2 ou un niveau universitaire aussi élevé. Est-ce que ça peut devenir un problème, ou est-ce un faux-problème ?***

➤ Je n'ai pas forcément réfléchi à cette question, parce que ça se pose déjà quand des professeurs agrégés sont stagiaires auprès de conseillers pédagogiques qui ne sont pas agrégés. Donc, je crois que le débutant a besoin de l'expert confirmé, et que si l'expert est bon, le problème de savoir s'il a un

Master 1 ou un Master 2, un DEA ou un Doctorat, ne se pose pas. Je ne pense pas que ça puisse jouer dans la relation qui s'établit entre un conseiller pédagogique et son stagiaire. D'autant que finalement l'étudiant de Master 2 n'est pas très différent de celui qui réussissait le CAPEPS avant, c'est-à-dire qu'il fallait bien s'y prendre à deux fois pour avoir le CAPEPS. C'était très rare de réussir le CAPEPS l'année après la licence. Il y en avait quelques uns, mais vraiment pas beaucoup. La majorité, c'était des gens qui s'y prenaient en deux ans. Finalement, ça revient au même. Ils ont un diplôme en plus ; ils sont à bac+5.

● ***Y a-t-il aujourd'hui dans les Universités françaises, une logique visant à orienter cette mastérisation vers une dimension plus professionnelle, liée à la question de l'intervention, ou alors va-t-on se retrouver avec des étudiants qui vont se former sur un champ scientifique, au risque de perdre cet ancrage ?***

➤ Pour être clair, on va préciser le vocabulaire. En général, il existe une mention de Master, ensuite c'est décliné en spécialités, et souvent l'enseignement est venu se rattacher à l'intérieur d'une mention comme spécialité supplémentaire. Ce qui lui donne une autonomie dans la construction de la maquette. Comme il s'agit d'une mention et d'une spécialité, on a quelques contraintes. Par exemple, un premier semestre doit être un peu mutualisé avec des unités communes à toutes les spécialités, et puis très vite ensuite, chaque spécialité prend son autonomie, et ça limite la liberté. Les maquettes ont été conçues pour être préparatoires au concours. Ça veut dire que dans une maquette de spécialité, on va trouver des enseignements qui préparent aux écrits, des enseignements qui préparent aux épreuves d'admission, un renforcement tout au long des quatre semestres des pratiques. Ceci permet d'avoir soit des outils audiovisuels, soit d'avoir des polyvalences. Le tout se poursuit sur les deux ans. De même, la préparation aux écrits va jusqu'au premier semestre de la deuxième année, au lieu d'être conçue pour tenir sur un semestre, et se

répéter en deuxième année. Là, c'est différent, car les étudiants peuvent commencer à préparer les écrits lors du Master 1 premier semestre, deuxième semestre et premier semestre de la deuxième année ; donc c'est moins du bachotage. Autrefois, on était obligé de bachoter, d'avoir des recettes, des « kits de survie » des écrits. Ce n'était pas très satisfaisant parce qu'après les épreuves, les étudiants tournaient la page et oubliaient tout ! Là, on peut concevoir une formation qui est obligatoirement liée aux pratiques et aux réflexions sur les pratiques, liée finalement à la perspective de l'écrit 1 et de l'écrit 2, qui sont deux grands champs de réflexions professionnelles. Alors, ce qui s'ajoute, c'est évidemment la dimension recherche. C'est à la fois un atout, car ces recherches portent sur l'enseignement de l'éducation physique, et une difficulté, car il n'y a pas partout des équipes de recherche reconnues travaillant sur ces thématiques.

● ***Cette maîtrise me pose deux questions. La première est liée à notre quotidien de prof' de sport (terminologie que je revendique !), notre profil ayant énormément changé. La seconde est liée au fait qu'on commence à avoir de jeunes collègues détenteurs d'un Master 2, qui sont intellectuellement des « savants », dans un contexte où la place de l'EPS à l'École est de plus en plus questionnée. C'est donc assez paradoxal...***

➤ Pour revenir sur la première question et sur la façon dont nous nous appelons, il y a une formule de Bernard Paris qui disait qu'on a du mal à s'y retrouver chez nous parce que les élèves vont en sport retrouver leur prof' de gym pour avoir une note d'EPS ! Je crois d'ailleurs aujourd'hui qu'ils ne retrouvent plus le prof' de gym parce que, comme vous l'avez dit, ils retrouvent leur prof' de sport. Et puis, ils n'ont plus de notes d'EPS, parce qu'ils ont des notes de sport, et cela

pose quand même des questions sur notre identité. C'est un débat assez compliqué.

Concernant le profil des étudiants, c'est une question tout à fait intéressante, car dans les UFR un peu anciennes comme à Paris, il y a 28 professeurs de sport et 14 enseignants-chercheurs. Ces 28 pèsent beaucoup : ils font 384 heures de cours, et nous, 192. Ils ont donc beaucoup plus les étudiants que nous, et dans les maquettes, il a fallu tenir compte de ces taux d'encadrement. Nous avons donc des maquettes très consistantes en termes de pratiques.

J'ai du mal à comprendre pourquoi on formerait subitement des intellectuels, plus que des hommes de terrain crédibles. C'est peut-être possible. Si vous le

constatez, c'est sans doute vrai. Mais je ne me l'explique pas, car au niveau des maquettes, ce n'est pas le cas. C'est probablement au niveau du recrutement. Peut être est-ce dû au fait que nous perdons énormément

d'étudiants en cours de route. Alors il faudrait une étude un peu plus précise pour savoir si ceux que nous perdons sont meilleurs athlètes, gymnastes, nageurs, que ceux que nous gardons. C'est possible, je n'ai pas de données. C'est vrai que pour beaucoup, l'anatomie, la physiologie... sont des obstacles à la poursuite des études en STAPS.

Dans la population qui s'inscrit actuellement, moins de la moitié a le bac général. Ensuite, on a les bacs technologiques. Et enfin – et ils n'arrêtent pas d'augmenter –, les bacs professionnels. Ce que je dis toujours, c'est que, vraisemblablement, les bons bacs pro ne sont pas chez nous. Parce que les bons bacs pro vont en BTS ; ils vont travailler, ils ont un métier, ils l'ont choisi. Nous, on a les bacs pro qui ont été relégués de la filière professionnelle. Et ceux-là n'y arrivent pas... C'est triste à dire, mais le taux de réussite des bacs pro l'année dernière est : « zéro » ! Aucun n'est passé en L2.

Et ce n'est pas faute d'avoir mis en place des profs référents, du tutorat, du soutien,... Toute une gamme de mesures qui figurent actuellement dans le plan de réussite en Licence, et pour lesquelles l'UFR STAPS est pionnière, et ramasse une part non négligeable des crédits de Paris-Descartes, car les autres UFR ne veulent pas s'en occuper. Les autres UFR, ce sont des savants, pas des pédagogues... Et nous, quand on a vu la manne disponible, on a mis en place un tas de projets pédagogiques – parce qu'il y avait des gens pour les mener... Grâce à ces projets, on arrive à maintenir notre pourcentage de réussite, alors que dans le même temps, le pourcentage des bacs généraux décline.

La filière STAPS, tout parcours confondu, n'oblige pas à aller jusqu'au Master. Il faut dire que dans la filière STAPS, c'est une élite qui deviendra professeur, parce que les professeurs sont des cadres, parce que même s'ils ne sont pas bien rémunérés, ils sont les

mieux considérés... et que d'autres s'arrêteront à bac+3. La dernière étude du CEREC (*ndlr* : Centre d'études et de recherche sur les qualifications), en suivi de cohorte, nous apprend que les STAPS obtiennent 93% d'insertion en professionnel sur des emplois pérennes, avec un salaire médian de 1550 euros. Ces résultats nous placent au milieu pour les salaires, et tout en haut pour le taux, à égalité avec les maths-info. Il y a donc des débouchés dans le vaste domaine du sport et de la motricité. Je crois qu'il faut aussi que ça se sache.

● **Je trouve très dommageable que dans les formations initiales, anciennement les IUFM, les professeurs qui enseignent soient des professeurs qui n'ont pas vu d'élèves depuis des années...**

➤ Vous pouvez même aller plus loin : il y même des enseignants qui n'ont jamais vu d'élèves ! Et ce,

pour une raison simple. Je vais vous résumer brièvement un travail de recherche fait par Thierry Fleischman dans les années 1980.

Il a fait une enquête auprès de deux populations de profs d'EP sur la région parisienne. Des profs d'établissement scolaire, et des profs d'UFR STAPS. On pensait naïvement qu'on aurait d'un côté des praticiens purs et durs, et de l'autre côté des savants. Et bien pas du tout ! Les enseignants d'UFR ne disaient que des « trucs » techniques, alors que les profs de terrain, pas du tout. Ces derniers parlaient de « choses » beaucoup plus ouvertes : développement de l'enfant... Alors on s'est demandé ce qui se passait. On a regardé les caractéristiques des jeunes profs

recrutés dans les UFR STAPS dans les années 1970-80 : BE2..., des spécialistes de haut niveau dans leurs disciplines, et pas du tout des pédagogues, mais des techniciens, des super-techniciens même, et finalement, parmi mes collègues dans les UFR

STAPS, on a des gens qui ont des visions très précises des pratiques sportives et des pratiques orientées vers la compétition.

Derrière tout cela, je crois que chaque commission de recrutement, chaque comité de sélection s'inscrit dans une histoire, une tradition, une politique, mais aussi dans une analyse de la situation. Actuellement, ce qui pilote – et c'est rare quand on peut le faire –, c'est la contribution de la personne qu'on recrute à la professionnalisation des étudiants, beaucoup plus qu'une forte compétence, qu'une forte spécialité dans une option donnée.

On a des études qui sont très polyvalentes, et le souhait qu'on a tous, très vivement, c'est de garder cet ancrage dans le réel et cette capacité à professionnaliser. Finalement, notre seul atout, car la recherche est toute jeune, encore balbutiante, par rapport à

l'Université, c'est qu'en STAPS, les enseignants sont professionnalisés.

● **Il y a aussi une caractéristique qui m'étonne beaucoup dans les STAPS, chez les Maîtres de conférences. Le profil est souvent valorisé si le candidat est très pointu dans un domaine physio, psycho, et qu'il vient d'un labo important, alors qu'il n'a que très peu travaillé dans le domaine de l'EPS, voire du sport. Je trouve dommage qu'il n'y ait pas de professeurs du milieu, recrutés dans un domaine en liaison directe avec la pratique de l'EP.**

➤ C'est un vrai problème. J'ai fait un mandat au CNU (*ndlr* : Conseil national des Universités), sur une liste que j'avais créée pour valoriser, parmi les critères de sélection des candidats, l'ancrage dans les pratiques. Autrement dit, sur deux candidats se présentant, s'il y en a un qui est agrégé ou certifié d'EPS, je prends celui-ci. Je voulais passer ce discours là, qui est, il faut le dire, loin d'être majoritaire. Ceci dit, j'ai quand même réussi à faire entendre ce qui relève du bon sens. Dans les UFR STAPS, si l'on veut continuer à « universitariser », il va falloir recruter des enseignants-chercheurs qui soient capables d'encadrer les pratiques, parce que partout l'encadrement des disciplines scientifiques est plat. On a plus de marge de recrutement. Je ne peux plus créer de postes d'enseignants en histoire, en physio ou en bioméca... Par contre, recruter quelqu'un qui ferait athlétisme et bioméca, là oui, et y compris pour les profs. Car sinon, on va continuer à fonctionner dans un dualisme désuet. Il y a ceux qui pensent et qui savent, et il y a ceux qu'on appelait déjà du temps des IREPS des techniciens du cadre. Donc non, cela n'est pas possible.

● **Il y a d'autres Universités que Lacretelle qui ont moins de moyens, qui n'ont pas de gymnase ou de salle de danse intégrée, etc. Quelles sont les pistes ? Est-ce que vous avez des accords ?**

➤ Les Universités sont autonomes, et les Présidents sont de plus en plus puissants. Donc

chacun mène la politique qu'il entend mener. Il y a eu un moment où l'université perdait des inscriptions ; par contre les STAPS étaient très sollicités. Donc, les Universités qui voyaient leur nombre d'étudiants, leur effectif global, toutes disciplines confondues, s'affaïsser, ont ouvert un STAPS. J'ai vécu ça à Amiens, à la naissance de l'UFR STAPS. Quand je suis arrivé, on était quatre, moi compris, et on faisait tout. C'était une période extraordinaire, parce que les étudiants arrivaient à avoir trois Licences en une, c'est-à-dire qu'au sortir de la Licence, ils étaient à la fois Licence Entraînement, Éducation et Management ! Ce n'était pas sérieux... Heureusement qu'à l'époque ils allaient tous passer le concours, et qu'ils réussissaient pas mal (parce qu'il y avait les postes, etc.). Malheureusement, ça continue dans certains endroits. Je connais des endroits où, en STAPS, de L1 à M2, il y a trente étudiants, en additionnant toutes les promos ! Ils peuvent être deux en M2, par exemple... Pour des raisons diverses et variées ces petites structures ne sont pas armées.

● **Ne peut-on pas imaginer qu'au niveau national il y ait une coordination des STAPS ?**

➤ La coordination des STAPS, c'est la conférence des Présidents. Elle réunit tous les Directeurs. Il y a trois assemblées plénières par an ; tous les mois, il y a un conseil d'administration, et dans l'intervalle, il y a des bureaux. Le problème, c'est qu'on adopte des résolutions très fermes quand on est tous ensemble, et ensuite, quand chacun rentre chez soi...

Un exemple : notre éternel problème avec Jeunesse et Sport. Jeunesse et Sport devrait exercer réglementairement le contrôle sur les métiers du sport en dehors de l'Éducation nationale. Le droit d'exercice est délivré par Jeunesse et Sport, mais un Ministre à l'époque bien disposé, a accordé ce droit d'exercice aux diplômés de STAPS. À partir du DEUG validé, en passant par les Licences, les diplômes STAPS donnent accès aux cartes professionnelles Jeunesse et Sport, certes avec des restrictions. Les Inspecteurs Jeunesse et Sport n'ont pas le droit de dire : « Monsieur vous n'avez pas le Brevet d'État (BE), vous

n'avez pas le droit... etc. », alors qu'ils ne se privent pas de le dire. Ils ne sont donc pas au courant de leur propre réglementation ! On est ainsi sans arrêt obligé de défendre des STAPSiens qui travaillent, et qui ont du mal à obtenir la carte professionnelle que Jeunesse et Sport doit leur délivrer. Il ne faut pas, quand on est étudiant en STAPS, jouer le jeu de Jeunesse et Sport et dépenser beaucoup d'argent pour acheter les diplômes. Un BE Jeunesse et Sport, c'est tarifé 6000 euros ; ce n'est pas les droits d'inscription à l'Université ! Par ailleurs, dire qu'on va avoir une équivalence d'un Brevet Professionnel, c'est-à-dire un bac-3 avec une Licence, qui est un bac+3, c'est quand même absurde, parce ça permet aux employeurs de payer le moins.

● ***Est-ce qu'à l'Université, à l'issue du Master 2, vous préparez les étudiants au métier, ou est-ce que vous les préparez au concours dans l'optique d'obtenir un bon taux de réussite, et donc d'avoir davantage de moyens par la suite ?***

➤ Il n'y a pas de relations entre la réussite au CAPEPS et les budgets des UFR. La réussite au CAPEPS à Lacrosette n'a jamais été fabuleuse. Et pourtant, ce doit être l'une des UFR avec les plus grosses facilités budgétaires. Actuellement, on a une manne financière en vue du plan Licence réussite. Il faut se poser la question de savoir si c'est efficace, si les étudiants ont changé ou pas.

Je reste persuadé que parmi les étudiants qui sortent, il y aura de très bons enseignants d'EP.

● ***Quel lien on peut faire entre la formation initiale et l'influence sur les pratiques ?***

➤ J'ai le souvenir d'une recherche faite dans les années 1970 où l'on pouvait trouver des gens formés avec les Instructions Officielles (IO) de 1941, des gens formés avec les IO de 1959, ceux avec les circulaires de 1961-62, et ceux avec les IO de 1967. Donc l'idée, c'était d'aller sur le terrain et d'observer. Et on a remarqué que les enseignants sont assez marqués par ce qu'ils ont vécu en formation.

***« On est sans arrêt obligé de défendre des STAPSiens qui travaillent, et qui ont du mal à obtenir la carte professionnelle que Jeunesse et Sport doit leur délivrer. Il ne faut pas, quand on est étudiant en STAPS, jouer le jeu de Jeunesse et Sport et dépenser beaucoup d'argent pour acheter les diplômes. Un BE Jeunesse et Sport, c'est tarifé 6000 euros ; ce n'est pas les droits d'inscription à l'Université ! »***

Propos recueillis par  
Raffi Nakas,  
TZR Grand Lyon (69)  
et  
Stéphane Sapin,  
Collège Pierre Sémard, Drancy (93)